

Manif

# Une dernière « pour gagner »

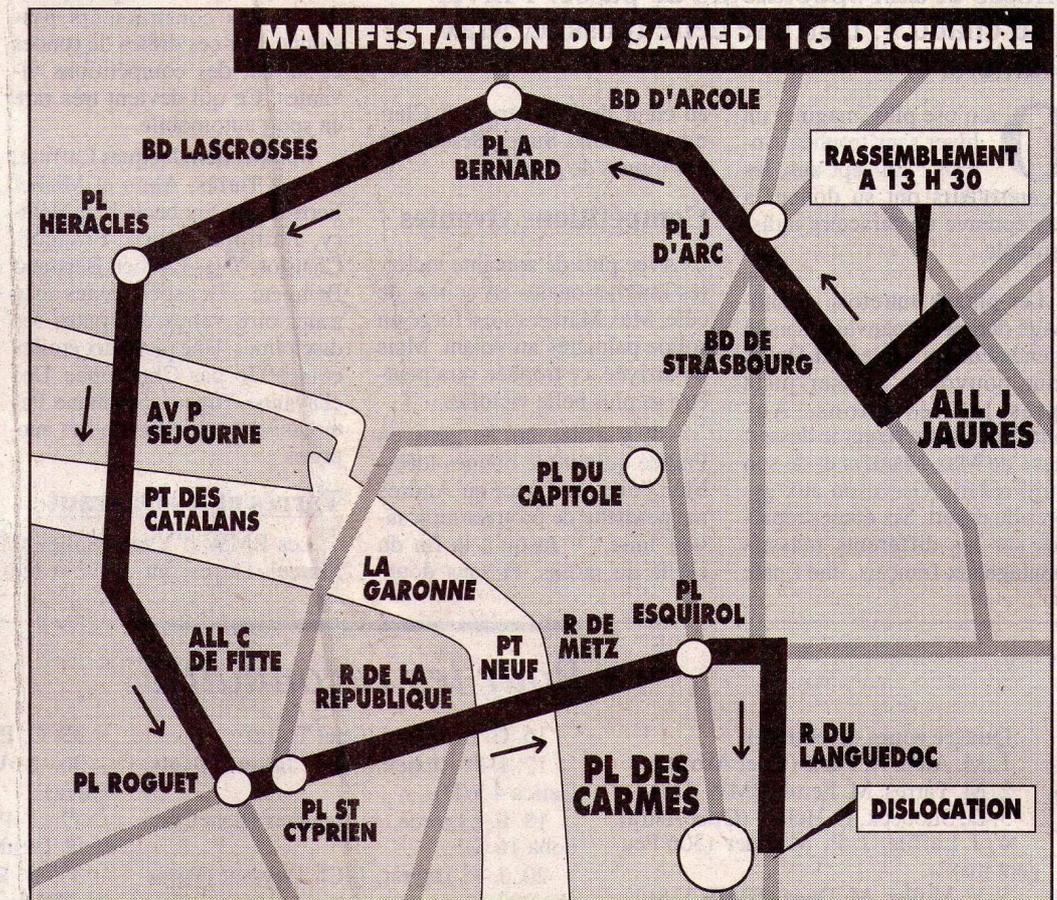
Les Unions départementales CGT, FO, CFDT et FSU pensent que la manifestation qu'elles organisent cet après-midi à Toulouse sera « massive ».

Pour le retrait du plan Juppé, et pour des négociations sur une réforme de la sécurité sociale : de tels objectifs devraient, selon les syndicats, mobiliser les salariés du privé qui « un samedi, peuvent participer sans perte de salaire et sans risque pour leur emploi ».

De l'importance de cette présence dépendra la réussite. Et sans doute la suite du mouvement social : cheminots, agents électriciens et gaziers, n'ont pour l'instant plus de raisons particulières de poursuivre la lutte qu'ils mènent les uns depuis quinze jours, les autres depuis trois semaines. Reste « seulement » l'opposition au plan Juppé qui concerne tous les assurés sociaux.

Et l'on voit aujourd'hui réapparaître cette revendication que les syndicats ne mettaient plus en avant, concernant les annuités pour la retraite : « 37,5 ans de cotisations pour tous, privé et public ».

Cela sera-t-il suffisant pour contre-balancer l'attrait des multiples arbres de Noël organisés cet après-midi pour les enfants



Voici l'itinéraire de la manif qui démarre à 13 h 30

des salariés ?

Réponse à partir de 13 h 30, à Toulouse, allées Jean-Jau-

rès, Déjà, certains ont « décidé de manifester en famille, pour notre retraite, notre protection

sociale, et ce qu'elles seront, dans l'avenir, pour nos enfants ».

## Un parcours intelligent

Voici le parcours qu'empruntera la manifestation aujourd'hui. Il est inédit, et présente de sérieux avantages. Pour tout le monde.

Épargner la rue d'Alsace, Wilson, le Capitole, la mairie et la préfecture, avouez que c'est une prouesse ! C'est la concession faite par les syndicats... qui ne veulent pas rendre leur mouvement impopulaire par « la manif de trop ».

Pour les commerçants de l'hypercentre, cela signifie (enfin !) la paix devant leurs magasins. C'est terriblement important en ce premier samedi du rush de Noël. La même satisfaction vaut, bien évidemment, pour les acheteurs : ils n'éprouveront aucune gêne. Le centre-ville (propre depuis hier) sera libre de toute manifestation, et parfaitement accessible. Un coup d'œil sur le plan le montre : l'accès auto-

mobile par le monument aux morts et le boulevard Carnot, ou bien la rue de Metz et la rue d'Alsace sera toujours ouvert.

Il faut comprendre également, que si le bas des allées Jean-Jaurès est neutralisé de 13 h 15 à 14 heures — le temps du rassemblement et du démarrage du cortège — il sera libre ensuite. Les manifestations ne reviendront pas à cet endroit. L'avancée du cortège se fera vers Jeanne d'Arc, Arnaud

Bernard, et très loin jusqu'au pont des Catalans, libérant le boulevard derrière lui. Quand la manif sera à Saint-Cyprien, on sera tranquille en ville ! En revanche, Esquirol et la rue du Languedoc seront noyées de manifestants, disons autour de 16 heures à 16 h 30, au moment de la dislocation.

Saluons cette grande boucle... de grande capacité, ouverte et intelligente, qui « n'étrangle pas » la ville.

16/12/1993

LA DÉPÊCHE



## L'ASEI à Ramonville



Venus des différents établissements de Midi-Pyrénées, les travailleurs sociaux de l'ASEI ont manifesté hier devant le siège social de l'association à Ramonville

Les travailleurs sociaux de l'ASEI (association pour la sauvegarde des enfants invalides) ont manifesté hier devant le siège social de l'association à Ramonville, au moment où le conseil d'administration était réuni.

« Depuis le 14 novembre, a expliqué l'un des manifestants, nous nous sommes associés aux mouvements de grève contre le plan Juppé; le personnel de l'ASEI opérant notamment des débrayages dans les différents établissements de la région (plus de 2.200 employés dans 44 établissements); aujourd'hui, alors que notre direction générale décide des orientations de l'entreprise, nous lui demandons de se positionner par rapport au plan Juppé, l'enveloppe globale ou le prix de journée de l'ASEI dépendant de la sécurité sociale... ». La direction précisant pour sa part, qu'en raison de la diversité des composantes du conseil d'admini-

stration, il ne lui appartenait pas de prendre position sur le plan Juppé...

Rappelant la mission de service public de l'ASEI qui prend en charge enfants — et adultes — handicapés — ils s'interrogent sur le projet de société pour demain, sur la qualité des services rendus aux usagers et sur la baisse des taux directeurs visant à une déréglementation du travail: ils dénoncent l'absence de création de poste, le non remplacement des congés maladie, l'intensification du travail, la restructuration, la précarisation des emplois, l'annualisation du temps de travail... pour conclure « les directives gouvernementales ne peuvent pas couvrir le maintien des salaires selon le respect de la convention collective... On ne veut pas revenir aux temps des hospices; il faut que notre société ait le courage de se donner les moyens de s'occuper dignement des handicapés... »



Le jeudi 14 décembre, les enseignants ont maintenu la température, place du Capitole.

## Mobilisation dans les banques



Devant le siège du Crédit Lyonnais (Photo « La Dépêche », Michel Viala)

Ils étaient une bonne centaine, les employés de banque manifestant ce vendredi à Toulouse, à l'appel (national), des syndicats CFDT, CGT et Force ouvrière.

Battant la semelle devant, symboliquement, le siège du Crédit Lyonnais, puis de la Banque de France, un autre symbole.

« En même temps que les autres salariés, nous demandons le retrait du plan Juppé, et l'ouverture d'une vraie négociation », explique l'un des trois responsables syndicaux. A quoi s'ajoutaient, dans cette journée d'action, des « problèmes internes à la profession bancaire ».

Concernant: l'emploi, la réduction du temps de travail, le maintien d'un décret garantissant deux jours consécutifs de repos hebdomadaire, et le « rejet de la déréglementation », en particulier à propos des horaires.

On n'oubliait pas de dénoncer aussi « les pressions exercées sur le personnel pour qu'il soit mobile », et « la responsabilité économique du secteur bancaire », pour faire remarquer « la contradiction entre la disparition des banques des zones rurales, et le fait qu'elles regrettent la concurrence de La Poste ».

La présence des manifestants de l'Association française des banques devant la Banque de France, « une tradition lors des actions », a pris une dimension supplémentaire, lorsque des grévistes sont sortis de l'établissement.

Eux, dont on a remarqué la présence dans les cortèges unitaires, ces derniers temps, dans les rues de Toulouse, protestent contre le plan de restructuration prévoyant la suppression de 800 emplois, et la fermeture de succursales, dans toute la France.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, Syndicat indépendant et chrétien, Syndicat national autonome, « mettent en cause les investissements effectués depuis dix ans », et ont demandé la nomination d'un expert technique.

Le responsable local du SNA estime que le Gouverneur de la Banque de France, « responsable de la politique monétaire, en imposant aux décideurs nationaux une réduction drastique des déficits, a aussi une part très importante de responsabilité dans l'augmentation du chômage ».

M. H.

## Interpellations à Arnaud Bernard

Nous avons relaté dans notre édition de vendredi les accrochages qui se sont produits jeudi soir sur la place Arnaud Bernard à Toulouse, entre les forces de police et une centaine de personnes qui s'étaient massées sur les lieux à l'appel du collectif Ravaehol (1).

Ce sit-in improvisé avait été organisé pour dénoncer les « oppressions » et défendre la liberté d'expression et d'association avec un mot d'ordre: « reprendre le contrôle de nos existences ». Histoire peut-être de réchauffer l'atmosphère, les manifestants ont allumé un gigantesque brasier au milieu de la place.

Ce qui a fini par faire désordre. Les pompiers appelés en renfort n'ayant pu accéder à ce feu de joie, les services de police ont décidé, sur le coup de 23 heures, de passer à l'action en

délogeant les noctambules. En un éclair, la place s'est vidée de ses occupants qui se sont repliés dans les rues adjacentes poursuivis par les forces de l'ordre. Une intervention musclée.

Dans les échauffourées, quatre jeunes gens, dont un Canadien, une Belge et un Brésilien, sans domiciles connus, ont été interpellés à la suite de dégradations de biens publics ou de rébellion. Ils ont été placés en garde à vue au commissariat central et devraient faire l'objet d'une convocation devant le tribunal correctionnel.

Le calme est revenu tard dans la nuit. Une nuit chaude à Arnaud Bernard malgré les premiers frimas.

(1) Le collectif Ravaehol avait notamment invité le CIRC (collectif d'information et de recherche canabique), Act Up, le collectif Utopia (pour la création d'un squat actif autogéré).